

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27131]

27 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers »

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, § 2, et § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de la Communauté et de la Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'administration du Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers », donné le 24 septembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 avril 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 juillet 2012;

Vu les protocoles n^{os} 587 et 588 contenant les conclusions de la négociation qui a eu lieu le 14 décembre 2012 au sein du Comité de secteur XVI;

Vu l'avis n^{os} 53.269/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2013;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale, et de l'Egalité des Chances,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Code » : le Code de la Fonction publique wallonne;
- « arrêté contractuel » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;
- « organisme » : le Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers »;
- « Commission paritaire » : la Commission paritaire 330 des établissements et des services de santé;
- « personnel du cadre I de l'organisme » : les membres du personnel occupant les emplois figurant au cadre I de l'organisme;
- « personnel du cadre II de l'organisme » : les membres du personnel occupant les emplois figurant au cadre II de l'organisme.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions qui font l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté et sauf disposition contraire, les conventions collectives de travail adoptées au sein de la Commission paritaire et qui sont relatives aux barèmes et aux classifications sont applicables au personnel du cadre II de l'organisme.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions qui font l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté, le Code et l'arrêté contractuel sont applicables au personnel de l'organisme.

Art. 5. Les dispositions par lesquelles la Commission paritaire modifierait, compléterait ou remplacerait une convention collective de travail applicable au personnel du cadre II de l'organisme seront applicables de plein droit au personnel du cadre II de l'organisme, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté.

Art. 6. Les dispositions par lesquelles la Région modifierait, compléterait ou remplacerait les dispositions du Code ou de l'arrêté contractuel, applicables aux agents de l'organisme, seront applicables à ceux-ci sauf si elles affectent des dispositions du présent arrêté qui dérogent au Code ou à l'arrêté contractuel.

Art. 7. Le Titre II du Livre II du Code, intitulé « Régime des fonctionnaires généraux », n'est pas applicable au personnel visé par le présent arrêté.

Art. 8. Les membres du personnel de l'organisme bénéficient des avantages résultant d'accords fédéraux relatifs aux secteurs de la santé, secteur public, et qui font l'objet d'un financement au profit de l'organisme.

Art. 9. § 1^{er}. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de directeur et d'encadrement du cadre I successivement par :

- 1° mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;
- 2° mobilité interne ou externe;
- 3° recrutement ou engagement.

§ 2. Il est pourvu à la vacance d'un emploi d'encadrement du cadre II, excepté les emplois de chef de département, successivement par :

- 1° mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;
- 2° mobilité interne ou externe;
- 3° recrutement ou engagement.

§ 3. Tous les autres emplois du cadre I sont attribués successivement par :

- 1° promotion par accession au niveau supérieur;
- 2° mutation ou réaffectation;
- 3° mobilité interne ou externe;
- 4° recrutement ou engagement.

§ 4. Tous les autres emplois du cadre II sont attribués par :

- 1° promotion par accession au niveau supérieur;
- 2° mutation ou réaffectation;
- 3° mobilité interne ou externe;
- 4° recrutement ou engagement.

Pour l'accès à ces emplois, à mérite égal, priorité sera donnée aux membres du personnel de l'organisme.

TITRE II. — Statut des agents de l'organisme

Sous-titre I^{er}. — Dispositions générales

Art. 10. L'article 45 du Code n'est pas applicable au personnel de l'organisme.

Art. 11. À l'exception des dispositions du Code concernant la mobilité interne et externe du personnel de l'organisme, il convient de remplacer le terme « S.E.L.O.R. » par « commission de sélection », dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont réglés par le présent arrêté.

Sous-titre II. — Des grades, rangs et niveaux

Art. 12. Lorsque des grades, rangs, niveaux ou barèmes sont prévus par les conventions collectives de travail de la Commission paritaire, ceux-ci sont d'application pour le personnel du cadre II de l'organisme, à l'exclusion du Code.

Art. 13. En ce qui concerne le directeur général, pour l'application du présent arrêté, les mots « dans le cadre du mandat qui lui est conféré par le Gouvernement en application des dispositions prévues au Livre II » sont supprimés.

Art. 14. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique, dans le but d'intégrer au niveau 3 l'actuel niveau 4, est applicable aux membres du personnel de l'organisme.

Sous-titre III. — De l'accès aux emplois

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 15. Outre les conditions générales d'admissibilité prévues par le Code, les conditions particulières établies par les conventions collectives de travail de la Commission paritaire sont applicables au recrutement et à l'engagement du personnel du cadre II de l'organisme, lorsqu'à la classification des fonctions correspondent des exigences en vue de l'accès à l'emploi.

Section II. — De la composition des commissions de sélection

Art. 16. Afin de pourvoir aux emplois, une commission de sélection est instituée au sein de l'organisme. Elle est chargée d'établir un ordre de classement des candidats aux emplois.

Une réserve en vue de l'accès aux emplois est constituée. Elle est valide quatre années à dater du procès-verbal du classement.

Celui qui refuse deux fois l'emploi statutaire qui lui est proposé n'est plus classé dans la réserve.

L'engagement d'un candidat inscrit dans la réserve ne lui fait pas perdre le bénéfice de cette inscription en vue d'une admission au stage.

Art. 17. Sur décision du Conseil d'administration, il peut être procédé à un *assessment* lors de la procédure d'engagement et de recrutement, pour le recrutement et l'engagement des agents de rang A4 du cadre I et ceux dont l'échelle de traitement est au moins l'échelle 1.95 du cadre II. Les conclusions de l'*assessment* sont remises à la commission de sélection.

Art. 18. Les commissions de sélection sont composées comme suit :

- 1° le directeur général ou le directeur général adjoint de l'organisme;
- 2° le secrétaire général du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qu'il désigne;
- 3° un membre du personnel de l'organisme, de rang A 4 au moins ou titulaire de l'échelle 1.95, désigné par le Conseil d'administration;
- 4° un représentant du SELOR;
- 5° le cas échéant, d'experts témoignant d'une connaissance particulière des exigences de l'emploi à pourvoir désignés par le Conseil d'administration, à concurrence de deux maximum.

Art. 19. Le Conseil d'administration est seul compétent pour pourvoir à l'emploi de la personne chargée de la responsabilité d'un Département.

Art. 20. Pour l'engagement et le recrutement du directeur général et du directeur général adjoint, la commission de sélection, chargée de sélectionner les candidats à l'intention du Conseil d'administration qui fera sa proposition au Gouvernement, est composée comme suit :

- 1° le président du Conseil d'administration qui la préside;
- 2° deux autres membres du Conseil d'administration choisis par lui en son sein;
- 3° un représentant du SELOR;
- 4° trois spécialistes externes justifiant de l'expérience ou de la connaissance de la gestion d'un hôpital, désignés par le Ministre sur proposition du Conseil d'administration.

Les candidats sont déclarés aptes ou inaptes.

Art. 21. A la date de déclaration de vacance de l'emploi, le candidat aux emplois de directeur général et de directeur général adjoint répond aux conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau A;
- 2° justifier de huit ans d'expérience dans des fonctions de direction, dont deux ans au sein d'une institution œuvrant dans le domaine de la santé.

Art. 22. Toute attribution d'un emploi suppose :

- la publication d'un appel aux candidats prévoyant un délai minimum de quinze jours pour le dépôt des candidatures;
- une description de fonction et un profil de compétences;
- une décision motivée relative à l'admissibilité des candidats et leur sélection.

Art. 23. A titre exceptionnel, en cas de besoin urgent et imprévu, lorsqu'il n'existe aucune réserve de recrutement et que les délais fixés pour la réunion d'une commission de sélection sont incompatibles avec l'urgence, un engagement à durée déterminée peut être décidé sur proposition du directeur général et d'un membre du personnel de l'organisme, de rang A 4 au moins ou titulaire de l'échelle 1.95, désigné par le Conseil d'administration. Le délai prévu pour le dépôt des candidatures est alors réduit à huit jours.

L'engagement pourra être conclu pour une durée indéterminée pour le personnel infirmier aussi longtemps que l'instance régionale compétente de l'emploi considère que ce personnel appartient à la catégorie des « fonctions critiques » au sens de la réglementation chômage.

Section III. — De l'engagement du personnel

Art. 24. Sous réserve de l'article 26 du présent arrêté, il peut être satisfait aux besoins en personnel par l'engagement de membres du personnel par un contrat de travail.

Sous-titre IV. — Des membres du personnel contractuel

Art. 25. Les articles 2 et 5 de l'arrêté contractuel ne sont pas applicables aux membres du personnel contractuel de l'organisme.

Sous-titre V. — Des agents statutaires

Art. 26. Chaque année, en fonction des possibilités budgétaires, le plan de personnel déterminera le nombre d'emplois qui peuvent être ouverts à l'admission au stage, de sorte que l'organisme compte dans les 12 mois, à dater de la publication du présent arrêté, 10 pour cent de personnel statutaire, dans les 18 mois, 15 pour cent de ces emplois et, qu'ensuite, l'objectif soit d'atteindre minimum 30 pour cent de membres du personnel statutaire.

Ce nombre sera réparti entre les deux cadres de l'organisme et, à l'intérieur de chaque cadre, équitablement entre chaque niveau et chaque métier.

Sous-titre VI. — Du statut pécuniaire

Section 1^{re}. — Des traitements

Art. 27. Pour l'application de l'article 233 du Code au personnel du cadre II de l'organisme, les mots « à l'annexe XIII » sont remplacés par « à la convention collective de travail établissant les conditions de travail et de rémunération applicables à la Commission paritaire n° 330 ».

Les échelles de traitement des emplois figurant au cadre II de l'organisme et qui ne sont pas fixées par des conventions collectives conclues au sein de la Commission paritaire n° 330 sont énoncées dans l'annexe II au présent arrêté.

Section II. — Des allocations et indemnités

Art. 28. Le Livre IV du Code, à l'exception des articles 552, 2°, 553, 2°, 562 à 576, est applicable aux membres du personnel de l'organisme.

Section III. — De la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et de l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques

Art. 29. Sous réserve des articles 27 à 34 du présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques est applicable aux membres du personnel de l'organisme.

Art. 30. L'article 4 de l'arrêté précité est ainsi remplacé :

- « Pour chaque catégorie de personnel, le règlement de travail de l'organisme détermine :
- 1° le régime normal de travail applicable, qu'il s'agisse d'un horaire variable ou d'un horaire particulier;
 - 2° si l'exécution du travail prévoit des prestations en dehors du régime normal de travail, qualifiées de prestations irrégulières, auquel cas les tâches seront précisées;
 - 3° si l'exécution du travail prévoit un régime de permanence à domicile et/ou de garde à domicile organisé par l'organisme et dont les modalités sont fixées dans le règlement de travail;
 - 4° si l'exécution du travail prévoit habituellement des travaux insalubres ou incommodes ou pénibles ou des manœuvres électriques à exécuter, au sens du Code sur le bien-être au travail;
 - 5° si l'exécution de travail prévoit habituellement des travaux physiquement lourds ou dangereux, au sens du Code sur le bien-être au travail. ».

Art. 31. L'article 5, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté précité n'est pas applicable à l'organisme.

L'article 5, § 3, de l'arrêté précité est ainsi remplacé :

« Pour l'organisme, l'organe de gestion fixe les prestations et leurs conditions d'exécution telles qu'elles découlent des missions à assurer.

Le conseil d'administration arrête le règlement de travail et la liste des catégories de personnel établie en fonction des caractéristiques reprises à l'article 4. ».

Art. 32. L'article 11 de l'arrêté précité est ainsi remplacé :

« Les tâches visées à l'article 10 sont effectuées sous l'un des régimes de travail suivants :

1° pour les membres du personnel soumis à un régime d'horaire variable : le début de la plage du régime normal de travail est fixé à 7 h 30 m et la fin de la plage du régime normal de travail est fixée à 17 h 30 m ou 18 heures selon le règlement de travail en fonction de la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent;

2° pour les membres du personnel qui ne sont pas soumis à un régime d'horaire variable : la plage horaire du régime normal de travail est celle fixée dans le règlement de travail en fonction de la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent.

Les différents horaires particuliers sont détaillés dans le règlement de travail, lequel énonce les fonctions dont les titulaires peuvent requérir des membres du personnel des prestations irrégulières, des prestations de garde ou qui sont habilités à rappeler en service des membres du personnel de manière exceptionnelle. La faculté de réquisition est exercée sous la responsabilité d'un membre du personnel exerçant au moins la fonction de directeur. ».

Art. 33. L'article 16 de l'arrêté précité est ainsi remplacé :

« Les allocations suivantes sont accordées :

1° pour des travaux insalubres, incommodes ou pénibles : l'allocation visée à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 septembre 1988 octroyant une allocation forfaitaire aux agents des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai affectés à des travaux insalubres, incommodes ou pénibles;

2° pour l'absence d'accidents : l'allocation visée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1976 pour absence d'accidents aux agents du Ministère de la Santé publique et de la Famille chargés de la conduite d'un véhicule automobile;

3° pour les gardes et les rappels : les allocations visées par :

a) l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} août 1989 octroyant une allocation forfaitaire aux agents des hôpitaux psychiatriques de Mons et Tournai affectés au rôle de garde technique des hôpitaux pour travail assujettissant;

b) l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel. ».

Art. 34. L'article 17 de l'arrêté précité est ainsi remplacé :

« L'interruption de l'exercice des tâches faisant l'objet des allocations visées à l'article 16, pour une période d'au moins un mois et pour un motif autre que les congés annuels de vacances et les congés de récupération, entraîne la suspension de l'octroi de ces allocations.

L'allocation visée à l'article 16, 1°, est liquidée en même temps que le traitement de chaque membre du personnel. Les autres allocations visées à l'article 16 sont liquidées mensuellement et à terme échu sur base d'une déclaration de créance introduite par le membre du personnel et approuvée par le membre du personnel dont il relève et qui exerce au moins la fonction de directeur. ».

Art. 35. Le règlement général du Ministère de la Justice du 9 février 1927 accordant la gratuité des médicaments aux agents statutaires retraités s'applique aux agents retraités avant la date d'entrée en vigueur de la présente section.

Art. 36. Les articles 7, alinéas 2, 13, 18, 20 et 21 de l'arrêté précité ne sont pas applicables à l'organisme.

L'arrêté royal du 23 décembre 1952 relatif à l'uniforme des infirmiers, infirmières, gardes-malades, techniciens et surveillants des établissements de l'Etat pour malades mentaux ne s'applique pas aux agents désignés après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

TITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 37. L'annexe II du Code est remplacée par celle figurant en annexe I^{re} du présent arrêté et qui énonce la liste des métiers de l'organisme.

Art. 38. L'annexe XIV du Code n'est pas applicable au personnel de l'organisme.

Art. 39. La commission des stages est composée du directeur général, du directeur général adjoint et du membre du personnel de rang A 4 compétent en matière de gestion des ressources humaines.

Art. 40. Le directeur général et le directeur général adjoint sont évalués tous les cinq ans par le Conseil d'administration.

Art. 41. Les membres du personnel de l'organisme, inscrits dans une réserve de recrutement avant la publication du présent arrêté, auront priorité en vue de l'admission au stage pourvu que la durée de validité de la réserve de recrutement ne soit pas expirée.

Art. 42. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2010, à l'exception des dispositions relatives aux allocations et indemnités qui entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge* et de son article 14 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Namur, le 27 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Emplois du Code de la Fonction publique		Métier CRP	Niveau	Rang	
Niveau 1 - Directeur Général	Directeur général		A	A2	CFP
	Directeur général adjoint		A	A3	CFP
Niveau 1 - Directeur	Directeur A4		A	A4	CFP
	Directeur A4S (voir CFP)		A	A4S	CFP
Niveau 1 - Attaché	Administratif tous diplômes confondus		A	A6-A5	CFP
			A	A6-A5	CFP
	Construction	Techniques spéciales	A	A6-A5	CFP
		Construction	A	A6-A5	CFP
		Environnement	A	A6-A5	CFP
Informatique	Responsable du service informatique	A	A6S-A5S	CFP	
	Responsable Projets fonctionnels	A	A6S-A5S	CFP	
Niveau 2+ - Gradué	Administratif tous diplômes confondus		B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
			B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	Secrétariat de Direction	Secrétaire de Direction	B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
		Secrétaire médical(e)	B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	Comptabilité		B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	Construction	Techniques spéciales	B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
		Construction	B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
		Environnement	B	B3-B2-B1bis-B1	CFP
Service Juridique		B	B3-B2-B1bis-B1	CFP	
Informatique		B	B3-B2-B1bis-B1	CFP	
Conseiller en prévention 2ème classe		B	B3-B2-B1bis-B1	CFP	
Niveau 2 - Assistant	Administratif tous diplômes confondus		C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
			C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
	Comptabilité	Aide-comptable	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
	Cuisine		C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
	Construction Ouvrier diplômé	Techniques spéciales	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
		Construction	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
Environnement		C	C3-C2-C1bis-C1	CFP	
Ouvrier diplômé	Imprimeur	C	C3-C2-C1bis	CFP	
Niveau 3 - Adjoint qualifié	Administratif tous diplômes confondus		D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
			D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
	Construction Ouvrier qualifié	Techniques spéciales	D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
		Construction	D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
		Environnement	D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
	Ouvrier	Technicien de surface	D	D4-D3-D2-D1bis-D1	CFP
	Cuisine	Aide-cuisinier	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
	Ouvrier	Chauffeur	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
		Magasinier	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
		Ouvrier (lingerie)	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
Ouvrier polyvalent (service technique)		D	D4-D3-D2-D1bis	CFP	
Messenger-Huissier		D	D4-D3-D2-D1bis	CFP	

Métier CP 330.1		Métier CRP	Niveau	Échelle barémique		
Niveau 1 - Directeur	Nursing	Directeur du département infirmier	A	1.95	330.1	
	Paramédical	Responsable des services paramédicaux et psychosociaux	A	1.95	330.1	
	Pharmacie	Pharmacien hospitalier en chef	A	1.95	330.1	
	Non spécifié	Coordinateur projet 107	A	1.95	330.1	
Niveau 1	Nursing	Infirmier Chef de service	A	1.90	330.1	
		Infirmier Master	A	1.80	330.1	
	Paramédical et psychosocial	Master tous diplômes paramédicaux confondus		A	1.80-1.90	330.1
		Kinésithérapeute Master		A	1.80-1.90	330.1
		Psychologue		A	1.80-1.90	330.1
		Neuropsychologue		A	1.80	330.1
		Orthopédagogue		A	1.80	330.1
		Sexologue		A	1.80	330.1
		Criminologue		A	1,80	330,1
	Professeur d'éducation physique		A	1.80	330.1	
	Pharmacien	Pharmacien hospitalier	A	1.91	330.1	
	Non spécifié	Coordinateur trajets de soins		A	1.91	330.1
		Coordinateur MSP		A	1,90	330,1
Gestionnaire de projets et de base de données		A	1.80	330.1		
Niveau 2+	Nursing	Infirmier Gradué Chef de service	B	1.00	330.1	
		Infirmier accompagnement des nouveaux	B	1.78S-1.00	330.1	
		Infirmier en charge de la Qualité	B	1.78S-1.00	330.1	
		Infirmier en Chef	B	1.78S	330.1	
		Infirmier Gradué	B	1.55-1.61-1.77	330.1	
	Paramédical et psychosocial	Ergothérapeute		B	1.55-1.61-1.77-1.78€	330.1
		Diététicien		B	1.55-1.61-1.77	330.1
		Kinésithérapeute Gradué		B	1.55-1.61-1.77	330.1
		Logopède		B	1.55-1.61-1.77	330.1
		Assistant social en chef		B	1.78S	330.1
		Assistant social		B	1.55-1.61-1.77-1.78S	330.1
		Assistant en psychologie		B	1.55-1.61-1.77	330.1
		Instituteur ou régent		B	1.55-1.61-1.77	330.1
	Educateur/animateur	Educateur A1		B	1.55-1.61-1.77-1.78€	330.1
		Animateur socio-éducatif		B	1.55-1.61-1.77	330.1
	Pharmacie	Laborantin		B	1.55-1.61-1.77	330.1
	Niveau 2	Nursing	Infirmier Breveté	C	1.43-1.55	330.1
Aide-sanitaire			C	1.35	330.1	
Pharmacie		Laborantin		C	1.43-1.55	330.1
Educateur/animateur		Educateur A2		C	1.43-1.55	330.1
Ouvrier qualifié		Technicien en radiologie		C	1.43-1.55	330.1
		Adjoint de sécurité – chef d'équipe		C	1.43-1.55	330.1
		Agent de gardiennage (+7 ans)		C	1.35	
Niveau 3	Nursing	Aide-soignant	D	1.22	330.1	
		Assistant logistique	D	1.22	330.1	
	Ouvrier qualifié	Surveillant		D	1.22	330.1
		Agent de gardiennage		D	1.22	330.1
		Assistant en dentisterie		D	1.22	330.1

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27131]

27 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk psychiatrisch centrum « Les Marronniers »

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 2, en § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Gewestelijk Psychiatrisch Centrum « Les Marronniers », uitgebracht op 24 september 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 april 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 juli 2012;

Gelet op de protocollen nrs. 587 en 588 houdende de conclusies van de onderhandelingen die op 14 december 2012 binnen het Sectorcomité nr. XVI werden gevoerd;

Gelet op het advies nr. 53.269/4 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2013;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- « Code » : de Waalse ambtenarencode;
- « contractueel besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;
- « instelling » : het Gewestelijk Psychiatrisch Centrum "Les Marronniers";
- « Paritair Comité » : het Paritair Comité 330 voor de gezondheidsinstellingen en -diensten;
- « personeel van de personeelsformatie I van de instelling » : de personeelsleden die betrekkingen bekleden die in de personeelsformatie I van de instelling opgenomen zijn;
- « personeel van de personeelsformatie II van de instelling » : de personeelsleden die betrekkingen bekleden die in de personeelsformatie II van de instelling opgenomen zijn;

Art. 3. Onverminderd de bepalingen waarop de bij dit besluit bepaalde toepassingsvoorwaarden betrekking hebben en behoudens andersluidende bepalingen, zijnde in het Paritair Comité aangenomen collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de loonschalen en de classificaties van toepassing op het personeel van de personeelsformatie II van de instelling.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen waarop de bij dit besluit bepaalde toepassingsvoorwaarden betrekking hebben, zijn de Code en het contractueel besluit van toepassing op het personeel van de instelling.

Art. 5. De bepalingen waarbij het Paritair Comité een collectieve arbeidsovereenkomst die van toepassing is op het personeel van de personeelsformatie II van de instelling zou wijzigen, aanvullen of vervangen zijn van rechtswege van toepassing op het personeel van de personeelsformatie II van de instelling, behalve indien ze betrekking hebben op bepalingen die onder de toepassingsvoorwaarden vallen waarin dit besluit voorziet.

Art. 6. De bepalingen waarbij het Gewest de bepalingen van de Code of van het contractueel besluit die van toepassing zijn op de personeelsleden van de instelling zou wijzigen, aanvullen of vervangen zijn van toepassing op deze personeelsleden, behalve indien ze betrekking hebben op bepalingen van dit besluit die afwijken van de Code of het contractueel besluit.

Art. 7. Titel II van boek II van de Code met als opschrift "Regeling voor de ambtenaren-generaal" is niet van toepassing op het personeel bedoeld in dit besluit.

Art. 8. De personeelsleden van de instelling genieten de voordelen die voortvloeien uit federale akkoorden betreffende de gezondheidssectoren van de openbare sector, en die het voorwerp uitmaken van een financiering ten gunste van de instelling.

Art. 9. § 1^{er}. Een vacante betrekking van directeur en van begeleiding van de personeelsformatie I wordt achtereenvolgens ingevuld door :

- 1° mutatie, reffectatie of bevordering door verhoging in graad;
- 2° interne of externe mobiliteit;
- 3° aanwerving of indienstneming.

§ 2. Een vacante betrekking van begeleiding van de personeelsformatie II, behalve de betrekkingen van departementshoofd, wordt achtereenvolgens ingevuld door :

- 1° mutatie, reffectatie of bevordering door verhoging in graad;
- 2° interne of externe mobiliteit;
- 3° aanwerving of indienstneming.

§ 3. De overige betrekkingen van de personeelsformatie I worden achtereenvolgens toegekend door :

- 1° bevordering door overgang naar het hogere niveau;
- 2° mutatie of reffectatie;
- 3° interne of externe mobiliteit;
- 4° aanwerving of indienstneming.

§ 4. De overige betrekkingen van de personeelsformatie II worden toegekend door :

- 1° bevordering door overgang naar het hogere niveau;
- 2° mutatie of reffectatie;
- 3° interne of externe mobiliteit;
- 4° aanwerving of indienstneming.

Voor de toegang tot deze betrekkingen zal, bij gelijke verdiensten, voorrang gegeven worden aan de personeelsleden van de instelling.

TITEL II. — *Statuut van de personeelsleden van de instelling*

Ondertitel I. — Algemene bepalingen

Art. 10. Artikel 45 van de Code is niet van toepassing op het personeel van de instelling.

Art. 11. Met uitzondering van de bepalingen van de Code betreffende de interne en externe mobiliteit van het personeel van de instelling dient de bewoording "S.E.L.O.R. » vervangen te worden door "selectiecommissie" waarvan de samenstelling, organisatie en werking door dit besluit worden geregeld.

Ondertitel II. — Graden, rangen en niveaus

Art. 12. De graden, rangen, niveaus of loonschalen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomsten van het Paritair Comité gelden voor het personeel van de personeelsformatie II van de instelling, met uitsluiting van de Code.

Art. 13. Wat de directeur-generaal betreft, voor de toepassing van dit besluit, vervallen de woorden "in het kader van het mandaat dat hem overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II door de Regering wordt toegewezen".

Art. 14. De bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende Ambtenarenzaken, met het oog op de integratie van het huidige niveau 4 in het niveau 3 zijn van toepassing op de personeelsleden van de instelling.

Ondertitel III. — Toegang tot de betrekkingen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 15. Naast de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden waarin de Code voorziet, zijn de bijzondere voorwaarden vastgelegd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van het Paritair Comité van toepassing op de aanwerving en de indienstneming van het personeel van de personeelsformatie II van de instelling wanneer bepaalde eisen aan de functieclassificatie verbonden zijn met het oog op de toegang tot de betrekking.

Afdeling II. — Samenstelling van de selectiecommissie

Art. 16. Binnen de instelling wordt een selectiecommissie opgericht om de betrekkingen in te vullen. Zij is ermee belast de kandidaten voor de betrekkingen te rangschikken.

Er wordt een reserve samengesteld met het oog op de toegang tot de betrekkingen. Ze blijft vier jaar geldig te rekenen van de datum van het proces-verbaal van de rangschikking.

Diegene die de voorgestelde statutaire betrekking tweemaal weigert wordt van de lijst van de reserve geschrapt.

De indienstneming van een kandidaat opgenomen in de reserve heeft geen negatieve gevolgen voor hem wat betreft zijn inschrijving met het oog op een toelating tot de stage.

Art. 17. Bij beslissing van de Raad van bestuur kan tot een assessment overgegaan worden tijdens de procedure van indienstneming en aanwerving, voor de aanwerving en de indienstneming van de ambtenaren van rang A 4 van de personeelsformatie I en de ambtenaren waarvan de weddeschaal minstens gelijk is aan de schaal 1.95 van de personeelsformatie II. De besluiten van het assessment worden aan de selectiecommissie overgemaakt.

Art. 18. De selectiecommissies zijn samengesteld als volgt :

1° de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal van de instelling;

2° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de door hem aangewezen ambtenaar;

3° een personeelslid van de instelling, van tenminste rang A 4 of houder van de schaal 1.95, aangewezen door de raad van bestuur;

4° een vertegenwoordiger van SELOR;

5° in voorkomend geval, deskundigen met een bijzondere kennis van de vereisten van de in te vullen betrekking en aangewezen door de Raad van bestuur, ten belope van maximum twee personen.

Art. 19. Enkel de Raad van bestuur is bevoegd om de betrekking van de persoon in te vullen die belast is met de verantwoordelijkheid van een departement.

Art. 20. Voor de indienstneming en de aanwerving van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal is de selectiecommissie belast met de selectie van de kandidaten ter attentie van de raad van bestuur die zijn voorstel aan de Regering zal overmaken, samengesteld als volgt :

1° de voorzitter van de raad van bestuur die het voorzitterschap waarneemt;

2° twee andere leden van de raad van bestuur gekozen door hem binnen zijn midden;

3° een vertegenwoordiger van SELOR;

4° drie externe specialisten die kunnen bewijzen dat ze over de ervaring of de kennis beschikken om een ziekenhuis te beheren, ze worden door de minister aangewezen op de voordracht van de raad van bestuur.

De kandidaten worden al dan niet geschikt verklaard.

Art. 21. Op de datum van vacantverklaring van de betrekking moet de kandidaat voor de betrekkingen van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A;

2° acht jaar beroepservaring in directiefuncties aantonen, waaronder twee jaar in een instelling die werkzaam is in de gezondheidssector.

Art. 22. Elke toewijzing van een betrekking veronderstelt :

- de bekendmaking van een oproep tot de kandidaten waarin een termijn van minimum vijftien dagen wordt voorzien voor de indiening van de kandidaturen;

- een functieomschrijving en een vaardigheidsprofiel;

- een gemotiveerde beslissing met betrekking tot de toelaatbaarheid van de kandidaten en hun selectie.

Art. 23. Bij wijze van uitzondering, in geval van dringende en onvoorziene nood, als er geen enkele wervingsreserve bestaat en dat de termijnen vastgelegd voor de vergadering van een selectiecommissie onverenigbaar zijn met de dringendheid, kan er overgegaan worden tot een indienstneming van bepaalde duur op de voordracht van de directeur-generaal en van een personeelslid van de instelling, van tenminste rang A 4 of houder van de schaal 1.95, aangewezen door de raad van bestuur. De voorziene termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt dan tot acht dagen ingekort.

De indienstneming kan wat het verpleegkundig personeel betreft, voor onbepaalde duur worden afgesloten zolang de gewestelijk bevoegde instantie inzake tewerkstelling van mening is dat dit personeel tot de categorie "knelpuntberoepen" behoort in de zin van de werkloosheidsreglementering.

Afdeling III. — Indienstneming van het personeel

Art. 24. - Onder voorbehoud van artikel 26 van dit besluit kan aan de personeelsbehoefte worden voldaan door personeelsleden in dienst te nemen via een arbeidsovereenkomst.

Ondertitel IV. — Contractuele personeelsleden

Art. 25. De artikelen 2 en 5 van het contractueel besluit zijn niet van toepassing op de contractuele personeelsleden van de instelling.

Ondertitel V. — Statutaire ambtenaren

Art. 26. Elk jaar, in functie van de budgettaire mogelijkheden, zal het personeelsplan het aantal betrekkingen bepalen die kunnen worden geopend voor de toelating tot de stage zodanig dat de instelling binnen de twaalf maanden, vanaf de bekendmaking van dit besluit, 10 percent statutair personeel telt en 15 percent van deze betrekkingen binnen de 18 maanden en dat, vervolgens, de doelstelling van 30 percent statutaire personeelsleden wordt bereikt.

Dit aantal zal tussen de twee personeelsformaties van de instelling en, binnen elke personeelsformatie, evenwichtig worden verdeeld tussen elk niveau en elk beroep.

Ondertitel VI. — Geldelijk statuut

Afdeling 1. — Wedden

Art. 27. Voor de toepassing van artikel 233 van de Code op het personeel van de personeelsformatie II van de instelling worden de woorden "in bijlage XIII" vervangen door "in de collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden die van toepassing zijn op het Paritair Comité nr. 330".

De weddeschalen van de betrekkingen opgenomen in de personeelsformatie II van de instelling en die niet worden vastgelegd door de collectieve overeenkomsten afgesloten binnen het Paritair Comité nr. 330, worden opgesomd in bijlage II bij dit besluit.

Afdeling II. — Toelagen en vergoedingen

Art. 28. Boek IV van de Code, met uitzondering van de artikelen 552, 2°, 553, 2°, 562 tot 576, is van toepassing op de personeelsleden van de instelling.

Afdeling III. — Valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en toekenning van toelagen betreffende specifieke werken

Art. 29. Onder voorbehoud van de artikelen 27 tot 34 van dit besluit, is het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken van toepassing op de personeelsleden van de instelling.

Art. 30. Artikel 4 van het voornoemd besluit wordt vervangen als volgt :

« Voor elke personeelscategorie bepaalt het arbeidsreglement van de instelling :

- 1° de toepasselijke gewone arbeidsregeling, of het nu een glijdende uurregeling of een bijzondere regeling betreft;
- 2° of de uitvoering van het werk "onregelmatige prestaties" vereist, d.w.z. prestaties buiten de gewone arbeidsregeling, in dit geval worden de taken nader bepaald;
- 3° of de uitvoering van het werk een regeling van wacht of beschikbaarheid ten huize vereist die door de instelling georganiseerd wordt en waarvan de modaliteiten worden vastgesteld in het arbeidsreglement;
- 4° of de uitvoering van het werk ongezonde, ongemakkelijke of lastige werken of de bediening van elektrische installaties vereist, in de zin van de Code over het welzijn op de werkplaats;
- 5° of de uitvoering van het werk zware of gevaarlijke werken vereist, in de zin van de Code over het welzijn op de werkplaats. ».

Art. 31. Artikel 5, §§ 1 en 2, van het voornoemd besluit is niet van toepassing op de instelling.

Artikel 5, § 3, van het voornoemd besluit wordt vervangen als volgt :

« Wat betreft de instelling, stelt het beheersorgaan de prestaties vast alsook de voorwaarden voor de uitvoering ervan zoals die voortvloeien uit de te verrichten opdrachten.

De raad van bestuur stelt het arbeidsreglement op alsook de lijst van de personeelscategorieën opgemaakt overeenkomstig de in artikel 4 vermelde kenmerken. ».

Art. 32. Artikel 11 van het voornoemd besluit wordt vervangen als volgt :

« De in artikel 10 bedoelde taken worden verricht onder één van de volgende werkregelingen :

- 1° voor de personeelsleden die vallen onder een glijdende uurregeling : de uurperiode van de gewone werkregeling begint om 7 u. 30 en eindigt om 17 u. 30 of 18 u. 00 volgens het arbeidsreglement naar gelang van de personeelscategorie waartoe zij behoren;
- 2° voor de personeelsleden die niet vallen onder een glijdende uurregeling : de uurperiode van de gewone werkregeling is die vastgelegd in het arbeidsreglement naar gelang van de personeelscategorie waartoe zij behoren.

De verschillende bijzondere uurregelingen worden nader bepaald in het arbeidsreglement dat de functies bepaalt waarvoor de houders van de personeelsleden onregelmatige en wachtprestaties mogen eisen of personeelsleden uitzonderlijk terug in dienst mogen roepen. De vorderingsbevoegdheid wordt uitgeoefend onder de verantwoordelijkheid van een personeelslid dat ten minste het ambt van directeur bekleedt. ».

Art. 33. Artikel 16 van het voornoemd besluit wordt vervangen als volgt :

« De volgende toelagen worden toegekend :

1° voor ongezonde, hinderlijke of lastige werken : de toelage bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 21 september 1988 tot toekenning van een forfaitaire toelage aan de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik die ongezonde, hinderlijke of lastige werkzaamheden moeten verrichten;

2° voor het uitblijven van ongevallen : de toelage bedoeld in het ministerieel besluit van 20 december 1976 tot toekenning van een toelage voor het uitblijven van ongevallen aan de personeelsleden van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin belast met het besturen van een autovoertuig;

3° voor de wacht- en terugroepingsprestaties : de toelagen bedoeld bij :

a) het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 augustus 1989 tot toekenning van een forfaitaire toelage aan de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik die in de technische wachtdienstrol van de ziekenhuizen opgenomen zijn, voor sommige dienstverplichtingen;

b) het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties. ».

Art. 34. Artikel 17 van het voornoemd besluit wordt vervangen als volgt :

« Indien de uitvoering van de taken waarvoor de in artikel 16 bedoelde toelagen worden toegekend, wordt onderbroken voor een minimumperiode van één maand en voor een andere reden dan de jaarlijkse vakantieverloven en de recuperatieverloven, wordt de toekenning van die toelagen opgeschort.

De in artikel 16 bedoelde toelage wordt samen met het loon van elk personeelslid uitbetaald. De andere toelagen bedoeld in artikel 16 worden elke maand uitbetaald na de verstreken termijn en op grond van een aangifte van schuldvordering ingediend door het personeelslid en goedgekeurd door het personeelslid onder wie het personeelslid ressorteert en dat ten minste het ambt van directeur bekleedt.

Art. 35. Het algemeen reglement van het Ministerie van Justitie van 9 februari 1927 tot kosteloze toekenning van geneesmiddelen aan de gepensioneerde statutaire ambtenaren is van toepassing op de ambtenaren die voor de inwerkingtreding van deze afdeling gepensioneerd zijn.

Art. 36. De artikelen 7, leden 2, 13, 18, 20 en 21 van het voornoemd besluit zijn niet van toepassing op de instelling.

Het koninklijk besluit van 23 december 1952 betreffende het uniform van de verplegers, verpleegsters, ziekenoppassers en -oppassers, technici en bewakers van de Rijksinstellingen voor geesteszieken is niet van toepassing op de ambtenaren aangewezen na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

TITEL III. — Slotbepalingen

Art. 37. Bijlage II bij de Code wordt vervangen door de bijlage die voorkomt in bijlage I bij dat besluit en die de lijst van de beroepen van de instelling vermeldt.

Art. 38. Bijlage XIV bij de Code is niet van toepassing op het personeel van de instelling.

Art. 39. De stagecommissie bestaat uit de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en het personeelslid van rang A 4 bevoegd inzake het beheer van human resources.

Art. 40. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden om de vijf jaar beoordeeld door de raad van bestuur.

Art. 41. De personeelsleden van de instelling die in een wervingsreserve ingeschreven zijn vóór de bekendmaking van dit besluit, krijgen voorrang wat betreft de toelating tot de stage op voorwaarde dat de geldigheidsduur van de wervingsreserve niet verstreken is.

Art. 42. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2010, met uitzondering van de bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen die in werking treden op de eerste dag van de maand volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en van zijn artikel 14 die uitwerking heeft op 1 januari 2007.

Namen, 27 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Betrekkingen uit de Ambtenarencode		Beroep CRP	Niveau	Rang	
Niveau 1 - Directeur-generaal	Directeur-generaal		A	A2	CFP
	Adjunct-directeur-generaal		A	A3	CFP
Niveau 1 - Directeur	Directeur A4		A	A4	CFP
	Directeur A4S (zie CFP)		A	A4S	CFP
Niveau 1 - Attaché	Administratief medewerker alle diploma's samen		A	A6-A5	CFP
	Bouw	Speciale technieken	A.	A6-A5	CFP
		Bouw	A.	A6-A5	CFP
		Leefmilieu	A.	A6-A5	CFP
	Informatica	Dienstverantwoordelijke informatica	A.	A6S-A5S	CFP
Verantwoordelijke functionele projecten		A.	A6S-A5S	CFP	
Niveau 2+ gegradueerde	Administratief medewerker alle diploma's samen		B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	Directiesecretariaat	B.	ectiesecretar	B3-B2-B1bis-B1	CFP
		Medisch secretaris	B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	5° boekhouding - handel		B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	Bouw	Speciale technieken	B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
		Bouw	B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
		Leefmilieu	B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
	Juridische dienst		B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP
Informatica		B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP	
Preventieadviseur 2e klas		B.	B3-B2-B1bis-B1	CFP	
Niveau 2 - Assistent	Administratief medewerker alle diploma's samen		C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
	Boekhouding	Hulpboekhouder	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
	Keuken		C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
	BouwGediplomeerde arbeider	Speciale technieken	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
		Bouw	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
		Leefmilieu	C	C3-C2-C1bis-C1	CFP
Gediplomeerde arbeider	Drukker	C	C3-C2-C1bis	CFP	
Niveau 3 – Gekwalificeerd adjunct	Administratief medewerker alle diploma's samen		D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
	BouwGeschoold arbeider	Speciale technieken	D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
		Bouw	D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
		Leefmilieu	D	D3-D2-D1bis-D1	CFP
	Arbeider	Lid reinigingspersoneel	D	D4-D3-D2-D1bis-D1	CFP
	Keuken	Keukenhulp	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
	Arbeider	Chauffeur	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
		Magazijnier	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
		Arbeider (linnenkamer)	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
		Polyvalent arbeider (technische dienst)	D	D4-D3-D2-D1bis	CFP
Bode		D	D4-D3-D2-D1bis	CFP	

Beroep CP 330.1		Beroep CRP	Niveau	Weddeschaal	
Niveau 1 - Directeur	Kinderverzorging	Directeur departement verpleegkunde	A.	1.95	330.1
	Paramedisch	Verantwoordelijke paramedische en psycho-sociale diensten	A.	1.95	330.1
	Apotheek	Ziekenhuisapotheker diensthoofd	A.	1.95	330.1
	Niet nader bepaald	Projectcoördinator 107	A.	1.95	330.1
Niveau 1	Kinderverzorging	Verpleegkundige hoofd van dienst	A.	1.90	330.1
		Verpleegkundige Master	A.	1.80	330.1
	Paramedisch en parasociaal	Administratief medewerker alle diploma's samen	A.	1.80-1.90	330.1
		Kinesitherapeut Master	A.	1.80-1.90	330.1
		Psycholoog	A.	1.80-1.90	330.1
		Neuropsycholoog	A.	1.80	330.1
		Orthopedagoog	A.	1.80	330.1
		Sexoloog	A.	1.80	330.1
		Criminoloog	A.	1.80	330.1
	Leraar lichamelijke opvoeding	A.	1.80	330.1	
	Apotheker	Ziekenhuisapotheker	A.	1.91	330.1
	Niet nader bepaald	Coördinator zorgtraject	A.	1.91	330.1
		MSP Coördinator	A.	1.90	330.1
Projecte beheerder en beheerder databanken		A.	1.80	330.1	
Niveau 2+	Kinderverzorging	Verpleegkundig gegradueerde hoofd van dienst	B.	1.00	330.1
		Verpleegkundige begeleider nieuwkomers	B.	1.78S-1.00	330.1
		Verpleegkundige kwaliteitszorg	B.	1.78S-1.00	330.1
		Hoofd verpleegkundige	B.	1.78S	330.1
		Gegradueerd verpleger	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
	Paramedisch en parasociaal	Ergotherapeut	B.	1.55-1.61-1.77-1.78€	330.1
		Diëtist	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
		Gegradueerde kinesitherapeut	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
		Logopedist	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
		Maatschappelijk assistent hoofd van dienst	B.	1.78S	330.1
		Maatschappelijk assistent	B.	1.55-1.61-1.77-1.78S	330.1
		Assistent psychologie	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
		Onderwijzer of regent	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
	Opvoeder/animator	Opvoeder A1	B.	1.55-1.61-1.77-1.78€	330.1
		Sociaal-educatieve animator	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
	Apotheek	Laborant	B.	1.55-1.61-1.77	330.1
	Niveau 2	Kinderverzorging	Gebrevetteerd verpleegkundige	C	1.43-1.55
Sanitaire hulpkracht			C	1.35	330.1
Apotheek		Laborant	C	1.43-1.55	330.1
Opvoeder/animator		Opvoeder A2	C	1.43-1.55	330.1
Geschoolde arbeider		Technicus radiologie	C	1.43-1.55	330.1
		Veiligheidsadjunct – teamleider	C	1.43-1.55	330.1
	Bewakingsagent (+7j)	C	1.35		
Niveau 3	Kinderverzorging	Hulpverpleger	D	1.22	330.1
		Logistiek assistent	D	1.22	330.1
	Geschoolde arbeider	Bewaker	D	1.22	330.1
		Bewakingsagent	D	1.22	330.1
		Assistent tandheelkunde	D	1.22	330.1